



## Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

### Absent(es) / Excusé(es) :

Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN.

## Cycles de l'eau - Création d'une régie unique de l'eau potable et de l'assainissement - Fixation de la dotation initiale - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 23 mars 2021, le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Cette mise en régie consiste en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle créée par la délibération n°12901 du 28 avril 2015 qui assure depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

Par délibération du 14 décembre 2021, il a été acté de l'extension de la régie actuelle de l'eau potable à la compétence assainissement collectif et non collectif. Les missions désormais confiées à la régie sont les suivantes :

- Relation aux usagers : information, tarifs, facturation, gestion demandes, réclamation... ;
- Service public Alimentation en Eau Potable sur 13 communes ;
- Service public Eau brute sur 31 communes ;
- Service public Assainissement sur 31 communes ;
- Service public d'Assainissement non collectif sur les 31 communes ;
- Gestion réglementaire des captages destinées à l'Alimentation en Eau Potable ;
- Exploitation durable des ressources dont l'exploitation lui est confiée ;
- Instruction des demandes d'urbanismes volet Alimentation en Eau Potable/Eaux Usées/Assainissement Non Collectif/Défense Extérieure Contre l'Incendie ;
- Assistance de la métropole dans les schémas de distribution Alimentation en Eau Potable, le zonage Assainissement en PLUI/SCOT, tout document de planification urbaine ;
- La recherche et développement en lien avec les compétences transférées ;
- Gestion patrimoniale des réseaux ;
- Schémas directeurs Alimentation en Eau Potable/Eaux Usées.

L'extension de la Régie impose la fixation de la dotation initiale qui lui sera versée par Montpellier Méditerranée Métropole.

Aux termes de l'article R. 2221-13 du Code général des collectivités territoriales, la dotation initiale de la régie représente « *la contrepartie des créances, ainsi que des apports en nature ou espèces effectués par la collectivité de rattachement, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition qui sont mises à la charge de la régie. La dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions ainsi que des réserves* ».

La dotation attribuée par la Métropole à la Régie comprend une dotation en nature et une dotation en espèces.

### Pour la compétence assainissement collectif :

Il est précisé que la Métropole affectera à la Régie tous les biens des services publics de l'assainissement collectif dont elle dispose à l'exception des biens mobiliers qui sont transférés en pleine propriété (les voitures, les ordinateurs...).

La dotation en nature est constituée de l'actif net du service de l'assainissement collectif porté par le budget

annexe de l'assainissement collectif dont le montant prévisionnel au 31 décembre 2021 s'établit à 455,215 M€, et des moyens de financement de ce patrimoine : un encours de dette prévisionnel au 31 décembre 2021 de 68,524 M€ (capital restant dû) et un encours de subventions d'investissement prévisionnel au 31 décembre 2021 de 79,880 M€. Ces montants provisoires feront l'objet d'un arrêté définitif après le vote des comptes 2022.

La dotation en espèce est constituée des résultats constatés au compte administratif de l'exercice de clôture du budget annexe assainissement collectif.

Une avance en espèce sur la dotation en espèce d'un montant de 3,5 M€ HT prélevée sur le budget annexe assainissement collectif est versée avant le 30 juin 2022. Ce montant correspond au besoin en fonds de roulement de la Régie.

Les autres créances de l'actif circulant du budget annexe de l'assainissement, émises par la Métropole et non encaissées au 31 décembre 2022, ne sont pas reprises par la Régie. Elles sont déduites des produits de la dotation en espèces versée par la Métropole.

Les créances émises par la régie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au titre des années antérieures sont acquises à la régie.

Les autres dettes court terme (fournisseurs, fiscales, sociales...) du budget annexe de l'assainissement, dont le service fait a été réalisé au 31 décembre 2022 ne sont pas reprises par la Régie. Elles sont déduites des charges de la dotation en espèces versée par la Métropole.

Les autres engagements pris ou reçus du budget annexe de l'assainissement (marchés, contrats, conventions en cours d'exécution et non comptabilisés à l'actif ou au passif) sont repris par la régie.

Pour la compétence assainissement non collectif :

Il est précisé que la Métropole affectera à la Régie tous les biens des services publics de l'assainissement non collectif dont elle dispose. La dotation en nature est constituée de l'actif net du service de l'assainissement collectif porté par le budget annexe de l'assainissement non collectif dont le montant prévisionnel au 31 décembre 2021 s'établit à 5 191 €. Ces montants provisoires feront l'objet d'un arrêté définitif après le vote des comptes 2022.

La dotation en espèce est constituée des résultats constatés au compte administratif de l'exercice de clôture du budget annexe assainissement non collectif.

Aucune avance en espèce ne sera versée.

Les autres créances de l'actif circulant du budget annexe de l'assainissement non collectif, émises par la Métropole et non encaissées au 31 décembre 2022, ne sont pas reprises par la Régie. Elles sont déduites des produits de la dotation en espèces versée par la Métropole.

Les créances émises par la régie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au titre des années antérieures sont acquises à la régie.

Les autres dettes court terme (fournisseurs, fiscales, sociales...) du budget annexe de l'assainissement non collectif, dont le service fait a été réalisé au 31 décembre 2022 ne sont pas reprises par la Régie. Elles sont déduites des charges de la dotation en espèces versée par la Métropole.

Les autres engagements pris ou reçus du budget annexe de l'assainissement non collectif (marchés, contrats, conventions en cours d'exécution et non comptabilisés à l'actif ou au passif) sont repris par la régie.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le montant de la dotation initiale attribuée par la Métropole à la Régie, calculée selon la méthode explicitée ;
- D'approuver le versement d'une avance en espèce d'un montant de 3,5 M€ H.T. pour l'assainissement collectif ;
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets annexes de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-174935-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.